



République Centrafricaine (RCA)	Analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë Février à Mai 2017	Février 2017
--	---	---------------------

- La situation s'est améliorée dans les préfectures de la Nana-Mambéré, de la Sangha-Mbaéré, de la Mambéré-Kadéï et du Mbomou tandis que le niveau d'insécurité alimentaire persiste dans 8 préfectures sur 16, qui nécessitent une action humanitaire urgente;
- La détérioration de l'accès aux moyens d'existence des populations dans certaines zones du pays due aux déplacements forcés suite à l'insécurité, aux chocs et aux déplacements pendulaires;
- L'accompagnement du pays dans la prise en charge de l'assistance humanitaire pour protéger les moyens d'existence, prévenir la malnutrition et les décès au sein des populations en phase de crise et d'urgence ainsi que l'appui des populations accédant progressivement à leurs moyens d'existence dans la résilience et le relèvement.

Principaux résultats

Zones les plus touchées : Huit (8) préfectures sont en phase de crise (phase 3) : Ouham, Ouham-Pendé, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Haut-Mbomou, Basse-Kotto, Haute-Kotto et Ouaka.

Déplacements des populations : On note, d'une manière générale, une légère baisse du nombre des Personnes Déplacées Internes (PDI) de 9% entre Décembre 2015 et Décembre 2016. On observe cette baisse principalement dans les préfectures de l'Ouham-Pendé (85%), de la Haute-Kotto (47%) et de la Nana-Gribizi (33%). Les préfectures qui ont connu une augmentation du nombre de PDI entre Décembre 2015 et Décembre 2016 sont : l'Ouham (61%), la Ouaka (65%), l'Ombella M'Poko (55%) et la Kémo (76%).

Consommation alimentaire : La consommation alimentaire des ménages s'est globalement détériorée dans toutes les zones analysées du pays par rapport à Décembre 2015. La consommation alimentaire limite et pauvre reste supérieures à 50%, même dans les zones où l'on a constaté une légère amélioration par rapport aux données de l'analyse de 2016 (Mambéré-Kadéï, Mbomou et Nana-Mambéré). Ces données nous indiquent que les ménages vulnérables vivant dans les zones en crise font face à des difficultés importantes d'accès à l'alimentation puisque la majorité de ceux affectés par le conflit n'ont pas repris, ou ne peuvent pratiquer, leurs activités traditionnelles, source de leurs revenus.

Evolution des moyens d'existence : Les effets cumulatifs de la crise et de ses séquelles ont fortement affecté les moyens d'existence des populations, même pour les ménages ayant regagné leurs exploitations et/ou en mouvements pendulaires. Les déplacés sur site et en famille d'accueil représentent 27% dans le Haut-Mbomou, 25% dans la Nana-Gribizi, 24% dans la Haute-Kotto et 18% dans la Ouaka.

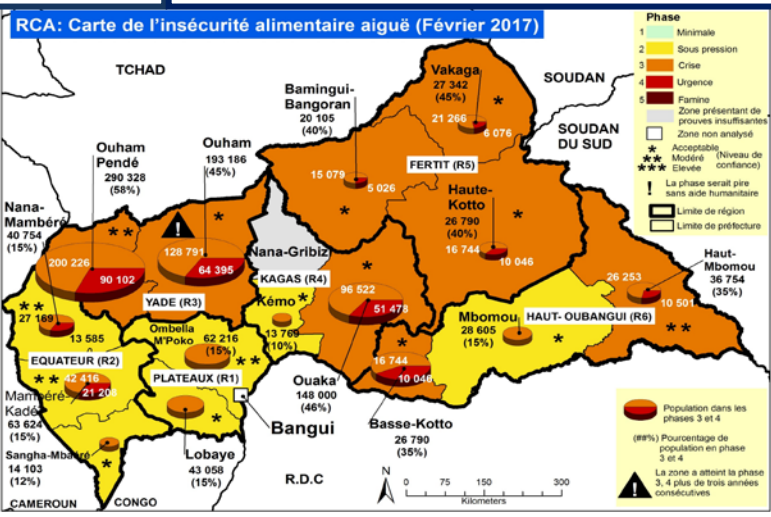
Nutrition : Les données récentes sur la nutrition, au niveau national, n'ont pas été disponibles pour l'analyse. Seulement quelques enquêtes RRM ont été analysées sur l'ensemble de la zone.

Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes

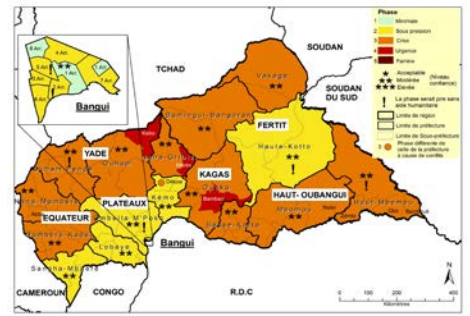
Depuis les événements militaro-politiques de 2013, la République Centrafricaine (RCA) traverse une situation de crise complexe et de grande ampleur. Cette situation a provoqué **une crise humanitaire sans précédent dans le pays**, en même temps qu'une dégradation totale des infrastructures et du tissu socio-économique, un effondrement des structures étatiques, de la cohésion sociale ainsi que des structures communautaires et traditionnelles de gestion des conflits. Les dernières crises survenues dans certaines zones telles que Kouï, Bocaranga, Ngaoundaye dans le Nord, Bambari, Ippy, Bakala et Bria à l'Est, ont accentué la situation des ménages déjà vulnérables avec comme conséquences l'augmentation du nombre de déplacés dans ces zones. Ce qui entraîne des répercussions directes sur la situation de la sécurité alimentaire des ménages. En Décembre 2016, la RCA comptait environ 462 154 réfugiés centrafricains qui se retrouvent encore au Tchad, au Cameroun, au Congo, et en République démocratique du Congo (RDC) et 438 631 personnes déplacées internes (sur sites et en famille d'accueil) à Bangui et à l'intérieur du pays contre 451 986 personnes en Décembre 2015. On observe une forte variabilité des prix des denrées sur l'ensemble du territoire national et une mauvaise intégration des marchés, dont la cause principale est due aux difficultés et au coût du transport et aux soucis d'insécurité (source mVam/PAM de Décembre 2016).

De manière générale, la persistance de l'insécurité, les mouvements pendulaires devenus un mécanisme récurrent et les séquelles de la crise sur les moyens d'existence des populations continuent de conduire à la détérioration de la sécurité alimentaire dans certaines zones du pays.

Attention : les frontières, les noms et désignations indiqués dans cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle des organisations collaboratrices et partenaires globaux de l'IPC.



Rappel carte période précédente



Les partenaires globaux



*The EC in the global partnership is represented by the Joint Research Centre of the European Commission

Méthodes, processus et enjeux principaux

Le présent rapport est le produit du 12^e cycle de l'analyse IPC de Février 2017, menée du 06 au 12 Février 2017. Les participants présents à l'analyse proviennent des institutions gouvernementales (Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Ministère de l'Élevage et de la Santé Animale, Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique, Ministère de l'Environnement, du Développement Durable, des Eaux-Forêts, Chasse et Pêche, Ministère de l'Économie et du Plan), des ONG nationales et internationales (CREDAC, ACF, Oxfam, OVU, IDEACA, MBAZ, ECHELLE, COOPI) et des agences du Système des Nations-Unies (PAM et FAO), d'une agence technique (FEWSNET) et d'un bailleur (ECHO).

Cette analyse IPC a été réalisée sur base des **données du rapport d'enquêtes ENSA 2016**, des **résultats préliminaires** de la CFSAM 2016, de plus de 30 rapports et études réalisés dans les localités de quelques préfectures par différents partenaires (ACF, EDEN, ATEDEC, CONCERN, TRIANGLE, etc.), du système de suivi pluviométrique de la FAO et de USAID, des informations sur les moyens d'existence selon les études de FEWSNET et d'OXFAM. Ces données ont été utilisées pour établir une tendance situationnelle par inférence et/ou croisés avec les données actualisées des déplacements de populations issues de la Commission Mouvements de Populations (CMP) et de OCHA et les informations sur l'insécurité civile, les rapports du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), disponibles dans 3 localités, les rapports SMART et SMART Rapides, les rapports de suivi des prix PAM (mVAM) et aussi par la Surveillance multisectorielle du Cluster Sécurité Alimentaire, en collaboration avec les ONG partenaires.

Malgré le recours aux deux enquêtes d'envergure nationale (ENSA/CFSAM), **le niveau de confiance de l'analyse est acceptable en général**. Ce niveau de confiance est modéré pour les préfectures telles que la Nana-Mambéré, la Mambéré-Kadéï, l'Ombella M'Poko, l'Ouham-Pendé et le Haut-Mbomou pour lesquels davantage de données étaient disponibles. A l'intérieur des préfectures en phase 3, il existe des zones qui, très probablement se trouvent dans une situation pire que celle du reste de la préfecture due à la sévérité du conflit et au nombre des déplacés et des conditions de déplacement. Ces zones sont les suivantes : Bria et Yalinga dans la Haute-Kotto, Bambari et Bakala dans la Ouaka, Batangafo, Markounda, Kabo et Bouca dans l'Ouham, Bocaranga, Kouï, Ngaoundaye, Ndim et Paoua-sud dans l'Ouham-Pendé.

Sur la base de toutes ces preuves, les protocoles standardisés de l'IPC ont permis de classer la sévérité et de réaliser la cartographie de l'insécurité alimentaire en RCA. L'unité d'analyse a été la préfecture. En raison du manque de données fiables avec un niveau suffisant de désagrégation (sous-préfectures), il n'a pas été possible de classer des unités géographiques en-dessous du niveau préfectoral ni de classer les différents arrondissements de Bangui.

La contribution de l'information nutritionnelle et de mortalité à la classification IPC des zones a été très limitée. Les résultats sont donc tributaires de la disponibilité des données quantitatives et représentatives. La difficulté de lier la dynamique des déplacés avec le niveau d'accès aux moyens d'existence puisque les déplacés quittent les sites et rentrent dans un cycle de mouvements pendulaires.

L'analyse proprement dite, et la validation des résultats, ont été faits par les membres du Groupe de Travail Technique (GTT) de la sécurité alimentaire en RCA, appuyé par les analystes de RD Congo, de Djibouti, de FEWSNET (Afrique de l'Ouest) avec la facilitation du bureau régional et de l'Unité de Soutien Global de l'IPC.

Partie 2: Une orientation sur les estimations des populations en phase humanitaire

L'estimation des populations en situation humanitaire (phases 3&4 IPC) et la classification ont pris en compte la convergence des facteurs contributifs (dynamique de la sécurité, estimations des récoltes, des chocs, l'accès aux moyens d'existence, l'évolution des prix des aliments et des résultats (consommation alimentaire, indice des stratégies de survie et évolution des moyens d'existence principalement). Les données sur l'évolution des moyens d'existence et la consommation alimentaires de l'ENSA 2016 étaient croisées avec d'autres informations sur les facteurs contributifs à la sécurité alimentaire. Les données sur les interventions humanitaires ont été prises en considération dans l'analyse. Il faut noter que les données de population sont celles fournies par OCHA. Ils correspondent à la projection de la population pour l'année 2016, après application d'un taux de croissance de 2,5% par année depuis 2003.

Le calcul de population en phase ne tient pas compte de Bangui et de la Nana-Gribizi dont les données étaient insuffisantes pour être analysées. L'analyse n'a pas été faite sur l'ensemble de la population nationale (hors Nana-Gribizi et Bangui) et n'a pris en compte que **3 667 906 personnes**.

Le tableau ci-après reprend les effectifs des populations en phase humanitaire (crise et urgence ou 3&4) par préfecture.

Préfecture	Population Projetée 2016	Populations en phases				Population en phase humanitaire	
		P1	P2	P3	P4	P 3&4	%
Bamingui Bangoran	50 264	10 053	20 106	15 079	5 026	20 105	40
Bangui	780 540						
Basse Kotto	289 696	72 424	115 878	57 939	43 454	101 393	35
Haute Kotto	66 976	13 395	26 790	16 744	10 046	26 790	40
Haut Mbomou	105 013	26 253	42 005	26 253	10 501	36 754	35
Kémo	137 690	55 076	68 845	13 769	0	13 769	10
Lobaye	287 051	71 763	172 231	43 058	0	43 058	15
Mambéré Kadéi	424 160	148 456	212 080	42 416	21 206	63 624	15
Mbomou	190 700	66 745	95 350	28 605	0	28 605	15
Nana Gribizi	136 389						
Nana Mambéré	271 692	95 092	135 846	27 169	13 585	40 754	15
Ombella M'Poko	414 776	165 310	186 649	62 216	0	62 216	15
Oouka	321 739	64 348	109 391	96 522	51 478	148 000	46
Ouham	429 303	107 326	128 791	128 791	64 395	193 186	45
Ouham Pénéché	500 564	100 113	110 124	200 226	90 102	290 328	58
Sangha-Mbaéré	117 523	23 505	79 916	14 103	0	14 103	12
Yakaga	60 759	18 228	15 190	21 266	6 076	27 342	45
Population totale analysée	3 667 906	1 038 686	1 519 192	794 156	315 872	1 110 028	30

Au total, 30% de la population analysée est en phase humanitaire (3&4 IPC) soit une somme de **1 110 028** personnes.

Conclusions de l'analyse : Environ **1 110 000** personnes sont en phase humanitaire (3&4 IPC), dans les zones analysées, **sans compter la Nana-Gribizi et Bangui**. Sur quinze (15) préfectures analysées, huit (8) ont été classées en phase 3, principalement à cause de l'impact de l'insécurité civile sur les moyens d'existence et les difficultés d'accéder pleinement aux aliments, ainsi qu'à une production qui n'a pas encore atteint le niveau d'avant la crise de 2012. Les données disponibles sur la Nana-Gribizi indiquent que cette préfecture est probablement dans une phase humanitaire mais elles ne sont pas suffisantes pour arriver à une classification IPC avec un niveau de confiance acceptable. La sévérité et l'importance géographique des conflits influencent la magnitude des populations en phase humanitaire (3&4 IPC). Les préfectures de la Bamingui-Bangoran, de la Haute-Kotto et de la Basse-Kotto sont passées de la phase 2 à la phase 3 par rapport à l'analyse de Décembre 2015.

Recommandations pour les prochaines étapes

Pour mieux répondre aux besoins des différents décideurs, il est recommandé de faire deux (2) analyses IPC par an (Août et Décembre). Ces analyses porteront sur la situation actuelle et/ou projetée selon les besoins, en fonction de la disponibilité des données. La bonne réussite de l'analyse de Décembre dépend fortement de la bonne synchronisation avec la publication des rapports ENSA et CFSAM. La réactivation des capacités des services du MADR en tant que fournisseur d'information pourrait influencer très positivement la qualité des analyses, notamment celle du mois d'Août pour laquelle les données ENSA et CFSAM ne seront plus récentes.

Le GTT recommande de : (i) officialiser le GTT par la définition de ses termes de référence et son enclavement institutionnel, (ii) prévoir un financement et un avis de participation suffisants pour permettre la participation des techniciens basés dans les différentes préfectures à l'analyse, (iii) inclure des nutritionnistes, des spécialistes de la santé et des analystes de marché dans le GTT, (iv) augmenter la participation effective des ONG, (v) sensibiliser les différentes parties prenantes sur l'importance du partage de l'information et de le faire suffisamment en avance ainsi que partager systématiquement les informations entre les analystes, (vi) prévoir les séances du GTT avant de faire l'analyse pour la préparation des données, (vii) prévoir la formation sur différents aspects de l'analyse (ISS, indicateurs, etc.), (viii) œuvrer pour accroître l'appropriation du gouvernement à l'exercice IPC, (ix) développer des mécanismes de financement durable des analyses (x) concevoir un plan de renforcement des capacités du GTT, (xi) entreprendre une cartographie de l'insécurité alimentaire chronique grâce aux outils IPC.

Contacts :

Groupe de Travail Technique IPC: gti_ipcrca@yahoo.fr et faocf@cf.fao.org
Unité de Soutien Globale de l'IPC: www.ipcinfo.org